

**ACCORD D'ÉQUITÉ SALARIALE CONCERNANT LES ÉVALUATIONS
DU MAINTIEN DE 2015 ET DE 2020**

VISANT

**LE PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET PROFESSIONNELS DE
L'ADMINISTRATION DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
(CATÉGORIE 3 DE LA NOMENCLATURE)**

**PROGRAMME D'ÉQUITÉ SALARIALE
S'APPLIQUANT AU PERSONNEL SALARIÉ DU SECTEUR PARAPUBLIC
REPRÉSENTÉ PAR DES ASSOCIATIONS ACCRÉDITÉES
ET AU PERSONNEL SALARIÉ NON SYNDIQUÉ
APPARTENANT AUX MÊMES CATÉGORIES D'EMPLOIS**

**CET ACCORD LIE D'UNE PART,
LE CONSEIL DU TRÉSOR**

ET D'AUTRE PART,

LA FÉDÉRATION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (FSSS-CSN),

LE SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION PUBLIQUE (SCFP-FTQ)

ET

**LE SYNDICAT QUÉBÉCOIS DES EMPLOYÉES ET EMPLOYÉS DE SERVICE
(SQEES-FTQ)**

CI-APRÈS « LA PARTIE SYNDICALE »

1^{ER} AOÛT 2024

PRÉAMBULE

CONSIDÉRANT la volonté mutuelle de déjudiciariser les exercices d'évaluation du maintien de l'équité salariale;

CONSIDÉRANT la décision rendue par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (ci-après la Commission) le 28 septembre 2023 sur les plaintes déposées à la suite de l'évaluation du maintien de l'équité salariale de 2010;

CONSIDÉRANT que le Conseil du trésor et la partie syndicale s'engagent à ne pas contester les éléments de la décision du 28 septembre 2023 qui portent sur les catégories d'emplois comprises dans la catégorie 3 de la Nomenclature;

CONSIDÉRANT que la partie syndicale a déposé des plaintes générales à la suite de l'évaluation du maintien de 2015, lesquelles sont réputées porter sur toutes les catégories d'emplois pour lesquelles elles représentent des personnes salariées;

CONSIDÉRANT que le Conseil du trésor a procédé au nouvel affichage des résultats du maintien de l'équité salariale de 2020 le 19 mars 2024;

CONSIDÉRANT que l'article 103.0.1 de la *Loi sur l'équité salariale*, RLRQ, c. E-12.001 (ci-après : Loi) prévoit la possibilité pour l'employeur de conclure un accord avec une ou des associations accréditées représentant, pour chaque catégorie d'emplois visée, une majorité de salariés;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 103.0.2 de la Loi, un accord conclu conformément à l'article 103.0.1 règle toute plainte visée par celui-ci et lie chaque association accréditée ainsi que, le cas échéant, chaque salarié ayant déposé une telle plainte;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 103.0.2, au plus tard 30 jours après avoir été avisé par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (ci-après : la Commission) de la conclusion d'un accord, un salarié peut lui manifester par écrit son intention de ne pas être lié par l'accord. Dans ce cas, la plainte du salarié est maintenue.

LES PARTIES EN PRÉSENCE CONVIENNENT D'UN COMMUN ACCORD, DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante du présent accord.
2. Le présent accord constitue un accord conformément à l'article 103.0.1 de la Loi.
3. Il règle toutes les plaintes de 2015 déposées par la partie syndicale portant sur les catégories d'emplois comprises dans la catégorie 3 de la nomenclature, et ce, tous motifs confondus, ainsi que toutes les plaintes lui appartenant à la suite d'une période de maraudage ou autrement.
4. Le présent accord engage la FSSS-CSN, le SCFP-FTQ et le SQEES-FTQ et ceux-ci confirment qu'ils détiennent toutes les autorisations requises afin d'agir pour et au nom des syndicats affiliés aux fins des dispositions prévues au présent accord.
5. Le présent accord entend par « syndicats affiliés », toutes les fédérations, les syndicats locaux et toutes autres organisations affiliées à la centrale.
6. Les parties conviennent que le présent accord vise l'ensemble des titres d'emploi de la catégorie 3 apparaissant à la Nomenclature en vigueur la veille du « jour du regroupement » des catégories de personnel de la Nomenclature découlant de la Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace.

7. Les numéros de plaintes faisant l'objet du présent accord figurent à l'annexe 1 et les catégories d'emplois visées à l'annexe 2.
8. La totalité des plaintes générales appartenant à la partie syndicale sont amendées afin de ne plus viser les catégories d'emplois de la catégorie 3 de la Nomenclature, et ce, qu'elles figurent ou non à l'annexe 1.
9. Pour les catégories d'emplois où la partie syndicale représente plus de 50 % de l'effectif (voir annexe 2), le présent accord règle toutes les plaintes conformément aux articles 103.0.1 et 103.0.2.
10. Pour les catégories d'emplois où la majorité n'est pas atteinte, il est entendu que les plaintes seront réglées au sens des articles 103.0.1 et 103.0.2 dès que la majorité (plus de 50 % de représentativité) sera atteinte à la suite d'accords conclus avec d'autres organisations syndicales.
11. La partie syndicale s'engage à informer l'ensemble de ses membres du règlement des plaintes de 2015 et à prendre fait et cause en faveur de l'accord.
12. À cet effet, advenant que des personnes salariées ne souhaitent pas être liées à l'accord, la partie syndicale s'engage à ne pas les représenter auprès de la Commission, ni auprès de toute autre instance devant rendre des décisions concernant leur plainte.
13. La partie syndicale et leurs syndicats affiliés s'engagent à ne déposer aucune plainte, de quelque nature que ce soit, qu'elle soit générale ou spécifique, en ce qui concerne les emplois de la catégorie 3 de la Nomenclature à la suite de l'évaluation du maintien de l'équité salariale de 2020.
14. La partie syndicale s'engage à informer ses membres et à ne pas les inciter à déposer une plainte, de quelque nature que ce soit, qu'elle soit générale ou spécifique, en ce qui concerne les emplois de la catégorie 3 de la Nomenclature à la suite de l'évaluation du maintien de l'équité salariale de 2020.
15. Advenant que des personnes salariées déposent des plaintes de maintien 2020, la partie syndicale s'engage à ne pas les représenter auprès de la Commission, ni auprès de toute autre instance devant rendre des décisions concernant leur plainte.
16. La partie syndicale confirme que le fait de ne pas déposer de plaintes en 2020 au regard de la catégorie 3 de la nomenclature doit être considéré par la Commission comme un accord conclu en vertu des articles 103.0.1 et 103.0.2 de la Loi.
17. Ainsi, pour les catégories d'emplois de l'annexe 2 pour lesquelles la partie syndicale n'est pas majoritaire, il est entendu que les plaintes de maintien 2020 seront réglées au sens des articles 103.0.1 et 103.0.2 dès que la majorité (plus de 50 % de représentativité) sera atteinte à la suite d'accords conclus avec d'autres organisations syndicales.

Maintiens 2015 et 2020

18. Aux fins de l'évaluation du maintien de l'équité salariale de 2015 et 2020, les parties reconnaissent qu'aucune modification, de quelque nature que ce soit^{1,2}, ne doit être apportée au nouvel affichage des résultats réalisé par le Conseil du trésor au regard de la catégorie 3 de la Nomenclature.

Maintien 2025

19. Aux fins de l'évaluation du maintien de l'équité salariale 2025, les parties reconnaissent qu'à compter du 1^{er} janvier 2021 :

- ✓ Le rangement 10 est celui qui s'applique aux catégories 6010 – agent administratif classe 1 – secteur secrétariat et 6011 – agent administratif classe 1 – secteur administration.
- ✓ Le rangement 8 est celui qui s'applique aux catégories 6012 – agent administratif classe 2 – secteur secrétariat et 6013 – agent administratif classe 2 – secteur administration.
- ✓ Le rangement 9 est celui qui s'applique aux catégories 6020 – secrétaire médicale et 6029 – secrétaire juridique.

| N° cat. | Nom du titre d'emploi | N° titre | Rangement au 1 ^{er} janvier 2021 |
|---------|---|----------|---|
| 6010 | Agent administratif classe 1 – secteur secrétariat | 5311 | 10 |
| 6011 | Agent administratif classe 1 – secteur administration | 5312 | 10 |
| 6012 | Agent administratif classe 2 – secteur secrétariat | 5314 | 8 |
| 6013 | Agent administratif classe 2 – secteur administration | 5315 | 8 |
| 6020 | Secrétaire médicale | 5322 | 9 |
| 6029 | Secrétaire juridique | 5321 | 9 |

20. Les cotes d'évaluation en soutien des rangements indiqués au paragraphe 19 pour les catégories 6010, 6011, 6020 et 6029 sont celles présentées à l'annexe 3.

21. Les hausses de rangement prévues au présent accord n'ont pas pour effet de modifier l'échelon détenu par la personne salariée visée au moment de l'application du nouveau rangement³, ni la durée de séjour aux fins de l'avancement dans les échelles salariales prévues aux conventions collectives.

22. Au 1^{er} janvier 2021, l'échelle salariale applicable est celle issue de l'exercice de relativités salariales. La personne salariée a droit, à titre de rétroactivité et compte tenu de la durée de son ou ses services, à un montant d'argent égal à la différence entre :

I. le salaire de base à l'échelle qu'elle a reçu pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 2021 et la date effective à laquelle auront lieu les ajustements en fonction des nouvelles échelles apparaissant à l'annexe 4 à l'exception des primes, suppléments ou forfaitaires⁴;

ET

¹ On fait notamment référence à l'identification des catégories d'emplois et des prédominances sexuelles, ainsi qu'à l'évaluation des catégories d'emplois.

² Néanmoins, des correctifs pourraient devoir être versés advenant que des modifications doivent être faites aux estimations des écarts salariaux.

³ L'intégration des personnes salariées se fait « d'échelon à échelon ».

⁴ Cette liste n'est pas exhaustive.

II. le salaire à l'échelle qu'elle aurait dû recevoir pour cette même période par l'application des nouvelles échelles salariales apparaissant à l'annexe 4.

23. Les sommes dues découlant des nouveaux rangements au paragraphe 19 seront payées en un seul versement aux personnes salariées avec intérêt au taux légal de 5 % au plus tard au cours de la période de paie qui comprend la date du 31 octobre 2024⁵.
24. Dans les 60 jours suivant la signature de l'entente, les taux et les échelles de traitement des catégories d'emplois qui sont visés par un ajustement salarial seront modifiés et intégrés à la Nomenclature des titres d'emploi, des libellés, des taux et des échelles de salaire du réseau de la santé et des services sociaux conformément à la présente entente.
25. Dans les 90 jours suivant les modifications prévues au paragraphe 24, l'employeur fournit au syndicat la liste des personnes salariées ayant quitté leur emploi depuis la date de l'ajustement salarial les visant ainsi que leur dernière adresse connue.
26. La personne salariée, dont l'emploi a pris fin entre la date du début de la rétroactivité et le paiement de la rétroactivité, dispose d'un délai de trois ans, tel que prévu au Code civil, pour faire une demande de paiement à son ancien employeur afin que les montants dus lui soient versés.
27. Les sommes dues à une personne salariée en vertu du présent accord sont exigibles, le cas échéant, par ses ayants droit.
28. Sous réserve des dispositions contenues au présent accord, toutes les autres dispositions des conventions collectives continuent de s'appliquer.
29. Les droits et bénéfices reliés à la rémunération et prévus aux conventions collectives et qui sont de la responsabilité financière de l'employeur sont ajustés comme si les taux et les échelles salariales s'étaient appliqués aux dates où ils auraient dû l'être.
30. Conformément à la Loi sur l'équité salariale, les ajustements salariaux découlant du présent accord font partie intégrante de la convention collective.
31. Les parties déclarent avoir eu tout le temps nécessaire pour réfléchir, lire et étudier le présent document et elles y consentent librement et volontairement, après avoir compris tous ses termes et elles s'en déclarent satisfaites.

⁵ Les délais pourraient être plus longs pour les cas particuliers. Par exemple : personnes ayant déménagé ou ayant quitté leur emploi.

Le présent accord entre en vigueur à compter de la date de sa signature.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, LE 1^{er} AOÛT 2024.

POUR LA FSSS-CSN

Original signé

*Carole Duperré,
Fédération de la santé et des
services sociaux*

Original signé

*Judith Huot,
Fédération de la santé et des
services sociaux*

POUR LE CONSEIL DU TRÉSOR

Original signé

*Chantal Deschênes
Secrétariat du Conseil du trésor*

Original signé

*Karine Lemay,
Secrétariat du Conseil du trésor*

POUR LE SCFP-FTQ

Original signé

*Michel Jolin,
Syndicat canadien de la fonction
publique*

Original signé

*Sonia Bureau,
Syndicat canadien de la fonction
publique*

POUR LE SQEES-FTQ

Original signé

*Jennifer Genest,
Syndicat québécois des employées
et employés de service*

**ANNEXE 1
NUMÉROS DE PLAINTES VISÉS PAR LE PRÉSENT ACCORD**

A. Plaintes faisant l'objet d'un règlement⁶

| | | | | | | | |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 44454 | 44485 | 44536 | 44576 | 44653 | 44686 | 44767 | 45381 |
| 44460 | 44486 | 44537 | 44579 | 44654 | 44690 | 44831 | 55984 |
| 44461 | 44488 | 44538 | 44592 | 44655 | 44707 | 44832 | 55986 |
| 44462 | 44493 | 44539 | 44610 | 44656 | 44708 | 44958 | 55987 |
| 44463 | 44525 | 44540 | 44611 | 44657 | 44709 | 44967 | 55992 |
| 44464 | 44527 | 44541 | 44612 | 44658 | 44718 | 44968 | 55993 |
| 44465 | 44530 | 44542 | 44648 | 44659 | 44735 | 44969 | 55995 |
| 44466 | 44531 | 44547 | 44649 | 44660 | 44736 | 44971 | 55996 |
| 44467 | 44532 | 44571 | 44650 | 44662 | 44745 | 44977 | 55997 |
| 44481 | 44533 | 44573 | 44651 | 44669 | 44752 | 45075 | 55998 |
| 44484 | 44535 | 44575 | 44652 | 44682 | 44755 | 45380 | 56016 |

B. Numéros des plaintes amendées pour exclure toutes les catégories d'emplois de la catégorie 3 de la Nomenclature

| | | | | | | | | |
|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| 45122 | 43962 | 43984 | 44007 | 44035 | 44060-2 | 44077 | 44104 | 44128-2 |
| 45123 | 43963 | 43986-2 | 44008 | 44036 | 44060-3 | 44080-2 | 44105 | 44128-3 |
| 45124 | 43965 | 43986-3 | 44011 | 44040-2 | 44061-2 | 44081-2 | 44106 | 44129-2 |
| 45125 | 43966-2 | 43987-2 | 44012-2 | 44040-3 | 44061-3 | 44081-3 | 44107 | 44130 |
| 43946-2 | 43966-3 | 43991 | 44014 | 44042-2 | 44062 | 44082 | 44108 | 44131 |
| 43946-3 | 43968 | 43992-2 | 44015 | 44042-3 | 44063-2 | 44083 | 44109-2 | 44436 |
| 43947 | 43969 | 43992-3 | 44016 | 44043-2 | 44063-3 | 44084 | 44109-4 | 44789-2 |
| 43948 | 43970 | 43993 | 44018-2 | 44043-3 | 44065 | 44085 | 44110 | 44789-3 |
| 43949 | 43972 | 43994 | 44018-3 | 44044-2 | 44066-2 | 44086 | 44112 | 44957 |
| 43950-2 | 43973-2 | 43995-2 | 44020-2 | 44044-3 | 44066-3 | 44087 | 44114-2 | 44960-2 |
| 43950-3 | 43973-3 | 43995-3 | 44020-3 | 44045 | 44067-2 | 44088 | 44114-3 | 44960-3 |
| 43951-3 | 43974-2 | 43996 | 44021-2 | 44047-2 | 44067-3 | 44090 | 44115-2 | 44970-2 |
| 43952-2 | 43974-3 | 43997 | 44021-3 | 44050 | 44068-2 | 44091 | 44115-3 | 44970-3 |
| 43952-3 | 43975 | 43998-2 | 44022-2 | 44051 | 44068-3 | 44092 | 44116 | 44976-2 |
| 43954-2 | 43976 | 43998-4 | 44022-3 | 44053-2 | 44071-2 | 44093 | 44117 | 45076-2 |
| 43954-3 | 43977 | 43999-2 | 44025 | 44053-3 | 44071-3 | 44094 | 44118 | 45076-3 |
| 43955 | 43980 | 43999-3 | 44028-2 | 44054 | 44072-2 | 44096 | 44119 | 44000 |
| 43956 | 43981-2 | 44001 | 44029 | 44055-3 | 44072-3 | 44098 | 44120 | |
| 43957 | 43981-3 | 44002-3 | 44030 | 44056 | 44073 | 44099 | 44121 | |
| 43958 | 43982-2 | 44002-4 | 44031 | 44057-2 | 44074-2 | 44100 | 44123 | |
| 43959 | 43982-3 | 44003 | 44032 | 44057-3 | 44074-3 | 44101-2 | 44124 | |
| 43960 | 43983-2 | 44004 | 44033 | 44059-2 | 44076-2 | 44101-3 | 44125-2 | |
| 43961 | 43983-3 | 44005 | 44034 | 44059-3 | 44076-3 | 44102 | 44125-3 | |

⁶ Il est entendu que le présent accord règle toutes plaintes de la catégorie 3 de la Nomenclature appartenant à la FSSS-CSN, au SCFP-FTQ et au SQEES-FTQ portant sur le maintien de l'équité salariale du Conseil du trésor de 2015, même si elles ne sont pas nommément mentionnées à la présente annexe.

ANNEXE 2
TAUX DE REPRÉSENTATIVITÉ TOTAL
DE LA FSSS-CSN, DU SCFP-FTQ ET DU SQEES-FTQ⁷

| N° catégorie | Nom de la catégorie d'emplois | % de représentativité |
|-----------------|--|--------------------------|
| 8 | Analystes de l'informatique et des procédés administratifs | 36,5% |
| 9 | Spécialiste en procédés administratifs | 71,5% |
| 22 | Agent de formation | 90,0% |
| 25 | Agent de la gestion financière | 50,3% |
| 34 | Agent d'information ou conseiller en communication | 33,6% |
| 44 | Technicien en informatique | 30,1% |
| 58 | Technicien en électronique | 49,2% |
| 59 | Technicien en bâtiment | 29,6% |
| 64 | Technicien aux contributions | 100,0% |
| 75 | Technicien en administration | 60,3% |
| 76 | Technicien en arts graphiques | 30,7% |
| 84 | Technicien en audiovisuel | 17,0% |
| 85 | Technicien en documentation | 12,4% |
| 118 | Opérateur en informatique classe I | 22,4% |
| 128 | Magasinier | 74,5% |
| 140 | Opérateur en imprimerie | 13,6% |
| 142 | Auxiliaire en bibliothèque | 0 ETC |
| 144 | Opérateur en informatique classe II | 75,0% |
| 158 | Préposé aux magasins | 52,7% |
| 161 | Préposé à l'accueil | 100,0% |
| 233 | Conseiller aux établissements | 86,4% |
| 239 | Bibliothécaire | 21,6% |
| 245 | Spécialiste en audiovisuel | 100,0% |
| 307 | Technicien en communication | 98,2% |
| 312 | Technicien en électricité industrielle | 100,0% |
| 339 | Technicien en arts graphiques (maintien 2015) | 100,0% |
| 544 | Préposé à l'audio-visuel | 100,0% |
| 635 | Agent de la gestion du personnel | 11,4% |
| 693 | Chargé de production | 100,0% |
| 831 | Opérateur en système de production braille | 0 ETC |
| 894 | Technicien en fabrication mécanique | 100,0% |
| 896 | Technicien en instrumentation et contrôle | 95,7% |
| 959 | Technicien en électromécanique | 100,0% |
| 1521 | Assistant de recherche | 95,5% |
| 1526 | Technicien spécialisé en informatique | 99,7% |
| 1535 | Analyste spécialisé en informatique | 86,6% |
| 1536 | Conseiller en bâtiment | 84,4% |
| 1537 | Agent d'approvisionnement | 85,8% |

⁷ La présente entente règle toutes les plaintes portant sur l'une ou l'autre des catégories d'emplois comprises dans la catégorie 3 de la Nomenclature, même si elles ne sont pas nommément mentionnées dans la présente annexe, et ce, tous motifs confondus.

| N° catégorie | Nom de la catégorie d'emplois | % de représentativité |
|-------------------------|--|----------------------------------|
| 1550 | Traducteur | 100,0% |
| 6005 | Commis surveillant d'unité (Institut Pinel) | 100,0% |
| 6010 | Agent administratif, classe 1 - secteur secrétariat | 96,0% |
| 6011 | Agent administratif, classe 1 - secteur administration | 93,1% |
| 6012 | Agent administratif, classe 2 - secteur secrétariat | 97,1% |
| 6013 | Agent administratif, classe 2 - secteur administration | 93,4% |
| 6014 | Agent administratif, classe 3 - secteur secrétariat | 98,6% |
| 6015 | Agent administratif, classe 3 - secteur administration | 96,4% |
| 6016 | Agent administratif, classe 4 - secteur secrétariat | 99,6% |
| 6017 | Agent administratif, classe 4 - secteur administration | 100,0% |
| 6018 | Adjointe à la direction | 84,3% |
| 6019 | Adjointe à l'enseignement universitaire | 100,0% |
| 6020 | Secrétaire médicale | 95,6% |
| 6021 | Acheteur | 100,0% |
| 6029 | Secrétaire juridique | 98,0% |

Annexe 4

Échelons salariaux des catégories d'emplois dont le rangement est rehaussé au 1^{er} janvier 2021

5311 AGENT ADMINISTRATIF, CLASSE 1 - SECTEUR SecrÉTARIAT
AGENTE ADMINISTRATIVE, CLASSE 1 - SECTEUR SecrÉTARIAT
 (Taux horaires)
 Heures par semaine : 32,50 - 35,00

| Classe | Échelon | Taux du 2020-04-01 au 2020-12-31 (\$) | Taux du 2021-01-01 au 2021-03-31 (\$) | Taux du 2021-04-01 au 2022-03-31 (\$) | Taux à compter du 2022-04-01 (\$) |
|--------|---------|---|---|---|---|
| 1 | 1 | 21,40 | 21,71 | 22,14 | 22,81 |
| 1 | 2 | 21,91 | 22,24 | 22,68 | 23,36 |
| 1 | 3 | 22,45 | 22,80 | 23,26 | 23,97 |
| 1 | 4 | 22,99 | 23,37 | 23,84 | 24,56 |
| 1 | 5 | 23,54 | 23,95 | 24,43 | 25,17 |
| 1 | 6 | 24,12 | 24,54 | 25,03 | 25,79 |
| 1 | 7 | 24,70 | 25,14 | 25,64 | 26,41 |
| 1 | 8 | | 25,78 | 26,30 | 27,10 |

5312 AGENT ADMINISTRATIF, CLASSE 1 - SECTEUR ADMINISTRATION
AGENTE ADMINISTRATIVE, CLASSE 1 - SECTEUR ADMINISTRATION
 (Taux horaires)
 Heures par semaine : 32,50 - 35,00

| Classe | Échelon | Taux du 2020-04-01 au 2020-12-31 (\$) | Taux du 2021-01-01 au 2021-03-31 (\$) | Taux du 2021-04-01 au 2022-03-31 (\$) | Taux à compter du 2022-04-01 (\$) |
|--------|---------|---|---|---|---|
| 1 | 1 | 21,40 | 21,71 | 22,14 | 22,81 |
| 1 | 2 | 21,91 | 22,24 | 22,68 | 23,36 |
| 1 | 3 | 22,45 | 22,80 | 23,26 | 23,97 |
| 1 | 4 | 22,99 | 23,37 | 23,84 | 24,56 |
| 1 | 5 | 23,54 | 23,95 | 24,43 | 25,17 |
| 1 | 6 | 24,12 | 24,54 | 25,03 | 25,79 |
| 1 | 7 | 24,70 | 25,14 | 25,64 | 26,41 |
| 1 | 8 | | 25,78 | 26,30 | 27,10 |

5321 SecrÉTaire JURIDIQUE
 (Taux horaires)
 Heures par semaine : 32,50 - 35,00

| Classe | Échelon | Taux du 2020-04-01 au 2020-12-31 (\$) | Taux du 2021-01-01 au 2021-03-31 (\$) | Taux du 2021-04-01 au 2022-03-31 (\$) | Taux à compter du 2022-04-01 (\$) |
|--------|---------|---|---|---|---|
| 1 | 1 | 21,18 | 21,40 | 21,83 | 22,54 |
| 1 | 2 | 21,65 | 21,91 | 22,35 | 23,07 |
| 1 | 3 | 22,15 | 22,45 | 22,90 | 23,64 |
| 1 | 4 | 22,64 | 22,99 | 23,45 | 24,21 |
| 1 | 5 | 23,15 | 23,54 | 24,01 | 24,78 |
| 1 | 6 | 23,68 | 24,12 | 24,60 | 25,39 |
| 1 | 7 | | 24,70 | 25,19 | 26,00 |

5322 SecrÉTaire MÉDICALE
 (Taux horaires)
 Heures par semaine : 32,50 - 35,00

| Classe | Échelon | Taux du 2020-04-01 au 2020-12-31 (\$) | Taux du 2021-01-01 au 2021-03-31 (\$) | Taux du 2021-04-01 au 2022-03-31 (\$) | Taux à compter du 2022-04-01 (\$) |
|--------|---------|---|---|---|---|
| 1 | 1 | 21,18 | 21,40 | 21,83 | 22,54 |
| 1 | 2 | 21,65 | 21,91 | 22,35 | 23,07 |
| 1 | 3 | 22,15 | 22,45 | 22,90 | 23,64 |
| 1 | 4 | 22,64 | 22,99 | 23,45 | 24,21 |
| 1 | 5 | 23,15 | 23,54 | 24,01 | 24,78 |
| 1 | 6 | 23,68 | 24,12 | 24,60 | 25,39 |
| 1 | 7 | | 24,70 | 25,19 | 26,00 |